

Commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement (319)
du 17 décembre 2001

4

SOUS-COMMISSION PARITAIRE DES MAISONS D'EDUCATION ET D'HEBERGEMENT DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE (319.01) du 9 novembre 2001

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL RELATIVE A LA DISPENSE DE PRESTATIONS DE TRAVAIL AVEC MAINTIEN DE LA REMUNERATION A PARTIR DE L'AGE DE 45 ANS DANS LE CADRE DE LA FIN DE CARRIERE

Article 1^{er} – Champ d'application :

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des établissements et services ressortissant à la sous-commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement de la communauté flamande (319.01)

Par travailleurs on entend les ouvriers et employés masculins et féminins.

Article 2 -

La durée de travail sectorielle, définie dans la convention collective de travail du 1^{er} juillet 1998 relative à la généralisation de la durée de travail sectorielle à 38 heures par semaine, n'est pas modifiée par la présente convention collective de travail.

L'application de la présente convention collective de travail ne donnera pas lieu à la modification des régimes de compensation 40/38 heures par semaine qui existent déjà dans l'établissement ou le service au moment de l'entrée en vigueur de la présente convention collective de travail.

La dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération à partir de l'âge de 45 ans dans le cadre de la fin de carrière, ne modifie donc pas la durée du travail individuelle contractuelle des travailleurs concernés, mais est octroyé sous forme de dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération.

ARTICLE 3 -

Tous les travailleurs liés par un contrat de travail, ont droit à une dispense des prestations de travail avec maintien de la rémunération selon les modalités suivantes :

- * à partir de l'âge de 45 ans : 2 heures par semaine
- * à partir de l'âge de 50 ans : 4 heures par semaine
- * à partir de l'âge de 55 ans : 6 heures par semaine

étant entendu que chaque heure de dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération par semaine donne droit à l'équivalent de 48 heures de dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération par année civile, proportionnellement à la fraction d'occupation à temps plein ou à temps partiel du travailleur.

Dès lors le salaire mensuel du travailleur reste inchangé, comme si le travailleur aurait presté au cours du mois sa durée de travail contractuelle complète.

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.	NR.	
13-05-2002	15-07-2002	N° 63.360	16/319

Article 4 — Programmation de l'introduction :

La dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération sera introduite selon la programmation suivante :

- 1 heure par semaine à partir de l'âge de 45 ans, à partir du 1/1/2001 ;
- 1 heure supplémentaire par semaine à partir de l'âge de 45 ans, à partir du 1/1/2002 ;
- 1 heure supplémentaire par semaine à partir de l'âge de 50 ans, à partir du 1/1/2003 ;
- 1 heure supplémentaire par semaine à partir de l'âge de 50 ans, à partir du 1/1/2004 ;
- 2 heures supplémentaires par semaine à partir de l'âge de 55 ans, à partir du 1/1/2004.

Cette programmation se construit **cumulativement** à partir de l'âge de 45 ans. chaque heure de dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération par semaine donne droit à l'équivalent de 48 heures de dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération par année civile,

Au cours de l'année 2003 les partenaires sociaux procéderont à une évaluation au niveau du secteur pour voir si le financement par les autorités de l'emploi de remplacement complet reste assuré.

S'il s'avérerait que ce n'est pas le cas, les partenaires sociaux saisiront les autorités flamandes.

Toutefois, cette évaluation ne constitue pas une condition résolutoire pour la convention collective de travail ou pour les droits individuels des travailleurs qui en découlent.

Article 5 - Modalités de prise :

Les modalités de prise des heures de dispense de prestations de travail sont fixées dans une convention collective de travail au niveau de l'institution ou du service.

En ce faisant l'équivalent dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération fixé par la présente convention collective de travail doit être réalisé En ce faisant l'équivalent dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération fixé par la présente convention collective de travail doit être réalisé

Article 6 -

La convention collective de travail au niveau de l'entreprise, visée à l'article 5, doit être remise au Président de la sous-commission paritaire 319.01.

A défaut d'une convention collective de travail d'entreprise relative aux modalités concernant la dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération, les modalités suivantes deviennent d'application dans l'entreprise concernée :

De chaque 2 heures de dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération dans chaque catégorie d'âge respective (à partir de 45 ans/à partir de 50 ans/à partir de 55 ans) visée à l'article 3,

- la première heure de dispense de prestations de travail par semaine sera prise sous forme de services complètement dispensés de prestations de travail avec maintien de la rémunération, suivant l'horaire prévu pour la journée en question ;

- la deuxième heure de dispense de prestations de travail par semaine, sera prise sous forme d'heures dispensées de prestations de travail avec maintien de la rémunération.

Il est bien entendu que pour chaque heure de dispense de prestations de travail, comme prévu aux articles 3 et 4, l'équivalent dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération défini aux articles 3 et 4 de la présente convention collective de travail doit être réalisé.

Article 7 -

Au cours de l'année civile où l'âge respectif de 45, 50 ou 55 ans est atteint, la dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération est appliquée en proportion du mois dans lequel le travailleur atteint l'âge en question.

Les suspensions du contrat de travail avec salaire garanti ne donnent pas lieu à une réduction du droit à la dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération.

Les périodes sans salaire garanti donnent lieu à la réduction proportionnelle du droit à la dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération.

Article 8 -

Les heures de travail de remplacement sont remplies en principe et pour autant que possible dans les groupes professionnels où la dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération est prise, à l'exception de petites fractions de personnel qui ne peuvent pas être remplies autrement et pour lesquelles il n'y aurait alors pas d'emplois de remplacement. De toute façon le point de départ n'est pas que les emplois de remplacement pour la dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération soient à l'origine de glissements significatives dans l'effectif du personnel des différents groupes professionnels. En ce sens les délégués syndicaux de l'institution ou du service seront consultés sur l'utilisation de l'emploi de remplacement.

Article 9 -

La présente convention collective de travail entre en vigueur au 1/1/2002. A partir de cette date elle remplace la convention collective de travail du 20 février 2001 relative à la dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération à partir de l'âge de 45 ans dans le cadre de la fin de carrière. Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Cependant, les conventions collectives de travail d'entreprise déjà conclues à la date de signature de la présente convention collective de travail en exécution de la CCT susmentionnée du 20 février 2001, garderont légitimement leur entière validité et application.

La présente convention collective de travail peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un délai de préavis de six mois notifié par lettre recommandée au Président de la sous-commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement de la Communauté Flamande.

Paritair Comité voor de opvoedings- en huisvestings-
inrichtingen - en diensten (319) d.d. 17 december 2001

9

PARITAIR SUBCOMITÉ VOOR DE OPVOEDINGS- EN
HUISVESTINGSINRICHTINGEN VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP (319.01) d.d.
9 november 2001

Collectieve arbeidsovereenkomst **betreffende**
de vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon vanaf de
leeftijd van 45 jaar in het kader van de eindloopbaan

Artikel 1 - Toepassingsgebied:

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de instellingen en diensten die **ressorteren** onder het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en **huisvestingsinrichtingen** van de Vlaamse gemeenschap (319.01).

Onder werknemers wordt verstaan het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendepersoneel.

Artikel 2 -

De conventionele sectorale **arbeidsduur**, zoals bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst van 1 juli 1998 betreffende de veralgemening van de sectorale arbeidsduur tot 38 uur per **week**, wordt door deze collectieve arbeidsovereenkomst niet **gewijzigd**.

Het uitvoeren van deze collectieve arbeidsovereenkomst zal **geen** aanleiding geven tot het wijzigen van de reeds bestaande compensatiesystemen 40/38 urenweek zoals zij op het ogenblik van **inwerkingtreding** van deze collectieve arbeidsovereenkomst in de **instelling** of dienst reeds bestaan.

De vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon vanaf de leeftijd van 45 jaar in het kader van de eindloopbaan, wijzigt **derhalve** de individuele contractuele arbeidsduur van de betrokken werknemers niet, **maar** wordt toegekend in de **vorm** van vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon.

Artikel 3 -

Alle werknemers, verbonden door een arbeidsovereenkomst, hebben **recht** op vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon op de volgende wijze:

- vanaf de leeftijd van 45 jaar: 2 uur per week
- vanaf de leeftijd van 50 jaar: 4 uur per week
- vanaf de leeftijd van 55 jaar: 6 uur per week,

waarbij **elk** uur vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon per week **geeft** op het equivalent van 48 uren vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon per **kalenderjaar**, naar **verhouding** van de **voltijdse** of deeltijdse tewerkstellingsbreuk van de werknemer.

Het loon van de werknemer **blijft** derhalve onveranderd **alsof** de werknemer in de betrokken **maand** onverminderd zijn contractuele arbeidsduur zou gewerkt hebben.

OPLEGGING-DEPOT
13-05-2002

REGISTR.-ENREGISTR.
15-07-2002

NR.
10

63.360 | 6 | 319
1

Artikel 4 - Programmatie van de invoering:

De vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon wordt ingevoerd met de volgende programmatie in de tijd:

- 1 uur per week vanaf de leeftijd van 45 jaar, vanaf 01/01/2001 ;
- 1 bijkomend uur per week vanaf de leeftijd van 45 jaar, vanaf 01/01/2002;
- 1 bijkomend uur per week vanaf de leeftijd van 50 jaar, vanaf 01/01/2003;
- 1 bijkomend uur per week vanaf de leeftijd van 50 jaar, vanaf 01/01/2004;
- 2 bijkomende uren per week vanaf de leeftijd van 55 jaar, vanaf 01/01/2004.

Deze programmatie is een cumulatieve opbouw vanaf de leeftijd van 45 jaar.

Elk uur vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon per week geeft recht op het équivalent van 48 uren vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon per kalenderjaar.

In 2003 zal op sectorniveau een evaluatie plaatsvinden door de sociale partners om na te gaan of de financiering van de volledige vervangende tewerkstelling vanuit de overheid verzekerd blijft.

Indien zou blijken dat hieraan niet voldaan kan worden, zal de Vlaamse overheid in deze door de sociale partners gevat worden.

Deze evaluatie geldt evenwel niet als ontbindende voorwaarde van de collectieve arbeidsovereenkomst of van de individuele rechten van de werknemer die eruit volgen.

Artikel 5 - Modaliteiten van opname:

De modaliteiten van opname van de van arbeidsprestaties vrijgestelde uren worden bij collectieve arbeidsovereenkomst op het niveau van de instelling of dienst bepaald.

Hierbij dient het équivalent vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon zoals omschreven in artikel 3 en artikel 4 van deze collectieve arbeidsovereenkomst gerealiseerd te worden.

Artikel 6 -

De collectieve arbeidsovereenkomst op het niveau van de onderneming, zoals bepaald in artikel 5, dient te worden overgemaakt aan de Voorzitter van het paritair subcomité 319.01.

Bij ontstentenis van een collectieve arbeidsovereenkomst op het niveau van de onderneming over de modaliteiten van opname van de vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon, worden in de betrokken onderneming de volgende modaliteiten van opname van toepassing:

van elke 2 uur vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon in iedere respectievelijke leeftijdscategorie (vanaf 45 jaar/vanaf 50 jaar/vanaf 55 jaar), zoals bepaald in artikel 3, zal:

- het eerste uur vrijstelling van arbeidsprestaties per week, opgenomen worden in de vorm van volledig van arbeidsprestaties vrijgestelde diensten met behoud van loon volgens het voorziene uurrooster van de betrokken dag;
- het tweede uur vrijstelling van arbeidsprestaties per week, opgenomen worden in de vorm van van arbeidsprestaties vrijgestelde uren met behoud van loon.

Hierbij dient voor elk uur vrijstelling van arbeidsprestaties, zoals bepaald in artikel 3

9

en **artikel 4**, het équivalent vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van **loon zoals** omschreven in artikel 3 en artikel 4 van deze collectieve arbeidsovereenkomst gerealiseerd te worden.

Artikel 7 -

In het kalenderjaar dat de respectievelijke **leeftijd** van 45, 50 of 55 jaar wordt bereikt, wordt de vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon toegepast in verhouding vanaf de maand waarin de betrokken leeftijd wordt bereikt.

Alle schorsingen van de arbeidsovereenkomst met loonwaarborg, geven geen aanleiding **tot** vermindering van het recht op vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon.

Périodes zonder loonwaarborg geven aanleiding **tot** de **proportionele** vermindering van het recht op vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon.

Artikel 8 -

De **vervangende** arbeidsuren worden in principe en voor zover mogelijk ingevuld binnen de beroepsgroepen waar de vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon wordt opgenomen, met **uitzondering** van anders niet in te vullen kleine personeelsfracties **waarvoor** in dat **geval** geen vervangende tewerkstelling mogelijk zou zijn.

Uitgangspunt is alleszins niet dat door het **inzetten** van de vervangende tewerkstelling voor de vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon, **significante verschuivingen** zouden optreden in de personeelsbezetting van de diverse beroepsgroepen. Met de syndicale **vertegenwoordigers** in de instelling of **dienst zal** in deze zin overleg worden gepleegd over de aanwending van de vervangende tewerkstelling.

Artikel 9 -

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking met ingang van 01/01/2002, **vervangt** vanaf dan de collectieve arbeidsovereenkomst van 20 februari 2001 **betreffende** de vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon vanaf de leeftijd van 45 jaar in het kader van de eindeloopbaan, en is gesloten voor onbepaalde duur.

Evenwel zullen de collectieve **arbeidsovereenkomsten** op het niveau van de onderneming, die op **datum** van de **ondertekening** van deze collectieve arbeidsovereenkomst reeds zijn gesloten in **uitvoering** van **hogergenoemde** CAO van 20 februari 2001, rechtmatig hun volledige **uitwerking** en toepassing blijven behouden.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst kan door **elk** van de **partijen opgezegd** worden **mits** een opzeggingstermijn van zes maanden **gerichtbij** een ter **post** aangetekend **schrijven** aan de **Voorzitter** van het **Paritair Subcomité** voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen van de **Vlaamse** gemeenschap.